

## Quelques approches différenciées, leurs limites et enjeux

### 1) Approche Filière – développement de plus-value

L'approche filière suscite toujours de vives discussions. Soutenue à outrance dès les années 70 par la DDC, elle est privilégiée par la majorité des gouvernements africains, qui mettent le focus sur quelques filières à haute valeur ajoutée<sup>1</sup>. Cette théorie repose sur la spécialisation autour d'un produit. En effet, « l'étude de filière permet de connaître d'une manière approfondie les tenants et les aboutissants de tout l'environnement d'un produit » (FAO). C'est donc bien le produit et non la famille paysanne qui est au centre des préoccupations.

Elle a été décrite comme facteur de succès par des experts techniciens et l'approche a été reprise même au niveau des organisations paysannes, poussées à se structurer par filière.

Les critiques lui reprochent une incitation aux monocultures, de par les subventions accordées ; voient là l'émanation de la pensée dominante, l'outil des multinationales, des ingénieurs et experts, imposée aux OP et coopératives qui doivent s'aligner sur des programmes/projets : puisqu'on parle de négociation entre les acteurs de la filière, c'est bien une affaire de pouvoir.

Les responsables des organisations paysannes le martèlent : « l'agriculture paysanne africaine n'est fondamentalement pas compatible avec l'approche filière, elle est multifonctionnelle ». Ils défendent ainsi la reconnaissance d'un modèle de suivi des exploitations agricoles familiales et de leur intégration dans différentes activités génératrices de revenus. Ils estiment aussi que les filières de céréales et tubercules locales -notamment panifiables (mills, manioc)-, d'huiles locales saines, de produits laitiers ou de produits locaux transformés sont trop largement ignorés.

**Lire Plus** : un argumentaire synthétique sur les bénéfices et limites de l'approche filière. De plus ce document présente des recommandations pour un appui aux OP « qui allie l'efficacité économique de l'approche filière et la dimension politique, économique et sociale de l'approche transversale de l'agriculture familiale » : [http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf\\_IRAM-Afdi\\_Argumentaire\\_def.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_IRAM-Afdi_Argumentaire_def.pdf)

Le Collectif Stratégie Alimentaire (CSA) a publié une excellente synthèse sur les avantages et risques de l'approche filière pour l'agriculture familiale (2013) : [http://www.csa-be.org/IMG/pdf\\_Rapport\\_Filiere\\_FINAL.pdf](http://www.csa-be.org/IMG/pdf_Rapport_Filiere_FINAL.pdf)

La FAO a publié plusieurs ouvrages sur l'approche filière:

- Guide pratique de l'approche filière (1997) : <http://www.fao.org/3/a-x6991f.pdf>
- Analyse financière de la filière (ou value chain analysis) (2005) : [http://www.fao.org/docs/up/easypol/418/value\\_chain\\_analysis\\_financial\\_analysis\\_044\\_FR.pdf](http://www.fao.org/docs/up/easypol/418/value_chain_analysis_financial_analysis_044_FR.pdf)

<sup>1</sup> **Exemple de l'approche filière au Cameroun** : la logique de l'approche filière est à l'origine de la séparation entre le ministère de l'agriculture et le ministère de l'élevage. Le manque de concertation entre des filières –de surcroît dépendantes comme l'aviculture et le maïs locaux- a eu des conséquences négatives : lors de la relance à la filière avicole locale suite aux manifestations contre l'importation de poulets congelés, la filière maïs n'a pas été suffisamment impliquée et des importations de maïs pour les poulets locaux ont fortement fragilisé les maïsiculteurs. Depuis une filière locale a certes vu le jour, mais aussi « industrielle » que les versions importées...).

## 2) Commerce équitable

Face à la suprématie exercée par le label international FLO sur les standards de commerce équitable (la labellisation internationale est très coûteuse et très lourde administrativement pour les OP et induit une dépendance envers ces organismes internationaux), face à la faiblesse des ventes au Nord et à la récupération du commerce équitable (des entreprises multinationales créent leur propre label de commerce équitable (à l'exemple de AAA de Nestlé) ou des labels dits « responsables » à l'exemple de *CO2-services*), le commerce équitable se développe au Sud avec en parallèle des mouvements de certification locaux. Car il y a un besoin de distinguer les produits agroécologiques ou de l'économie sociale et solidaire sur les marchés locaux.

**Lire Plus** : Oxfam et Magasins du Monde ont organisé un atelier en 2012 sur les défis du commerce équitable Sud-Sud : <http://www.oxfammagasinsdumonde.be/2012/01/les-defis-du-commerce-equitable-sud-sud/>

Les Magasins du Monde ont publié une réflexion sur l'avenir du commerce équitable « Vers un commerce équitable à deux vitesses ? (sept 2014) : <http://www.mdm.ch/sites/default/files/exaequo/ex%20aequo%2047%20BD.pdf>

Le Centre belge *Trade for Development* met en avant des initiatives de commerce équitable Sud-Sud : <http://www.befair.be/fr/content/le-commerce-%C3%A9quitable-sud-sud-0>

## 3) M4P-making market work for the poor

Face l'émergence de nouvelles modalités d'intégration des pauvres aux marchés et de partenariats public-privé intégrés aux filières, qui peuvent bénéficier aux petites exploitations et leurs organisations et qui stimulent l'entrepreneuriat, l'approche « Making Market Work for the Poor (M4P) » ou « Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres » est mise en avant, notamment par la DDC. C'est une approche récente qui vise à appliquer plus largement les systèmes de marché : elle est basée sur le partage de bonnes pratiques, selon quatre principes : (1) un focus sur les systèmes des marchés (où les marchés échouent-ils à rencontrer les besoins des pauvres et quelles actions de correction?) ; (2) un changement durable dans les fonctionnements des marchés ou des acteurs ; (3) un effet à large échelle et (4) un rôle de catalyseur de changement, qui ne créera pas de dépendance envers un nouvel acteur ou structure. Selon ses promoteurs, cette approche permet une analyse de l'accès aux services financiers, au marché du travail, aux marchés agricoles, de l'eau et liés aux changements climatiques (carbone, énergie).

Mais certaines critiques des approches M4P leur reprochent de mésestimer le rôle déterminant de la vulnérabilité, qu'elle soit agro-environnementale, institutionnelle ou économique, qui structure la diversité des activités agricoles et des modes de vie ruraux et qui explique la « réactivité imparfaite » des ruraux aux interventions qui leur sont proposées. Elles critiquent également leur vision stéréotypée du rôle des organisations de producteurs (OP) au sein des filières et de mésestimer les risques pour les petits exploitants d'affronter les exigences versatiles des marchés (IIED, 2011).

### Lire Plus

La DDC gère une plateforme thématique de partage de savoirs Emploi et revenu (e+i) dont l'approche est centrale : <http://m4phub.org/what-is-m4p/introduction.aspx>

La DDC a édité plusieurs ouvrages et guides opérationnels sur la M4P, notamment « Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres (M4P) » : [https://www.eda.admin.ch/dam/deza/fr/documents/Publikationen/Diverses/172765-unesynthesedemarche\\_FR.pdf](https://www.eda.admin.ch/dam/deza/fr/documents/Publikationen/Diverses/172765-unesynthesedemarche_FR.pdf)

#### **4) Un modèle transversal : l'observatoire des exploitations familiales (EF)**

Les organisations paysannes du Sud font campagne pour remettre les exploitations familiales au cœur des stratégies de développement agricole. Elles sont multidimensionnelles et intègrent de nombreuses activités de l'économie rurale. Contrairement aux idées reçues, elles font preuve de dynamisme et d'innovation (étude du ROPPA (réseau des organisations paysannes et producteurs d'Afrique de l'ouest)). Il faut donc reconnaître leur statut, leur rôle et renforcer leur fonctionnement. Ainsi le ROPPA a mis en place fin 2011 un observatoire des exploitations familiales (EF) pour pallier à l'absence de leur caractérisation. L'approche base son analyse sur un « bilan simplifié des exploitations familiales » et prend en compte la dynamique de décisions au sein de la famille paysanne. Elle invite donc les EF à passer d'un mode de prise de décision solitaire par le chef de famille à la concertation lors d'« assemblées de familles ». Une « petite révolution » ou « la modernité paysanne en train de s'inventer » selon les auteurs. Cette approche en cours d'élaboration est très prometteuse et devrait permettre de mieux soutenir les EF et étayer la vision des OP concernant l'agriculture et leurs argumentaires de plaidoyer.

**Lire Plus** : l'exemple de l'observatoire des EF au Sénégal sur plus de 1800 EF. L'approche a montré les contributions positives et précieuses des EF dans la gestion des biens commun (sol, eau, terroirs, biodiversité, semences), leur adaptation aux changements, [http://sosfaim.org/pdf/publications/dynamiques\\_paysannes/sos-14-dp32-fr-web.pdf](http://sosfaim.org/pdf/publications/dynamiques_paysannes/sos-14-dp32-fr-web.pdf)

Une étude de capitalisation sur les capacités de l'agriculture familiale à nourrir les villes en Afrique de l'ouest met en évidence 5 défis pour que les EF intègrent les marchés urbains :

- gestion des stocks et conservation : une régulation efficace des prix et un outil de résistance contre les crises ;
- transformation et conditionnement : de nouveaux débouchés pour les producteurs, des produits de consommation plus diversifiés, et un secteur créateur d'emplois ;
- les démarches de qualité : gages de débouchés plus rémunérateurs ;
- les marchés de niche : un levier pour le développement de l'agriculture familiale, et un potentiel marché de masse ;
- la concertation entre acteurs : facteur de développement et de structuration des filières locales :

[http://www.cfsi.asso.fr/sites/www.cfsi.asso.fr/files/capitalisation\\_aea.pdf](http://www.cfsi.asso.fr/sites/www.cfsi.asso.fr/files/capitalisation_aea.pdf)